



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Nos vies avant leurs profits !



Pas une travailleuse, pas un travailleur qui n'est pas pris d'angoisse face aux prix qui augmentent, aux factures d'énergie qui explosent, quand ce n'est pas la crainte de perdre son emploi et se retrouver au chômage.

Mais on ne devrait pas se plaindre, nous dit le gouvernement. En Belgique, les salaires sont indexés sur les prix.

Sauf que de crise en crise, de gouvernement d'austérité en gouvernement d'austérité, l'indexation a tellement été truquée qu'elle est loin de compenser les hausses de prix. Ainsi, depuis 1994, les carburants ne sont plus pris en compte, ce qui est un comble quand on a besoin de sa voiture pour travailler. Le loyer et le coût de l'énergie sont fortement sous-estimés par rapport à ce qu'ils pèsent réellement dans les budgets. Et l'indexation de 10% qui est attendue en janvier pour les employés représentera un petit soulagement, mais sera loin de rattraper la hausse réelle des prix. Et en plus, pendant toute l'année, alors que les prix augmentaient mois après mois et pas les salaires, on a perdu plusieurs milliers d'euros !

Alors oui, il faut 2 000 euros net minimum pour tout le monde et il faut que les salaires augmentent réellement avec les prix, sous le

contrôle des travailleurs eux-mêmes.

Du côté des organisations patronales, aucune augmentation au-dessus de l'indexation n'est acceptable. Les patrons demandent que l'indexation soit compensée par une baisse significative et durable des cotisations sociales qui financent la Sécurité sociale. Et si l'inflation continue, le patronat veut même aller jusqu'à supprimer l'indexation !

Les salaires belges ne seraient pas « compétitifs », disent les patrons. Donc soit les salaires baissent, soit les emplois vont aller ailleurs menaçant-ils. **Leur « compétitivité », ce n'est rien d'autre que la guerre permanente contre les travailleurs, en plus de la guerre entre les capitalistes, pour le maximum de profit.**

C'est à celui qui produira le moins cher, qui exigera le plus des travailleurs, qui exigera le plus des muscles et pressurera le plus les cerveaux, pour arracher une part de marché à son concurrent. Mais pour les travailleurs, la « compétitivité », c'est la descente aux enfers de l'exploitation ! Car chaque fois qu'un capitaliste arrive à baisser les salaires, ses concurrents doivent les baisser encore plus. Et ainsi de suite. **La guerre pour le profit, les capitalistes la mènent avec la peau des travailleurs !**

Cette course à la compétitivité, pour les travailleurs, elle a signifié la dégradation des conditions de travail, l'augmentation de la charge de travail, pendant que le chômage s'est installé durablement suite aux innombrables

restructurations, suppressions d'emplois, fermetures d'entreprises et programmes d'austérité dans les services publics. C'est au prix du chômage, des salaires trop faibles, des pensions peau de chagrin, que les profits ont augmenté malgré la crise, et que les riches s'enrichissent démesurément. Ainsi, selon le site derijkestelgen.be, **la Belgique compte aujourd'hui 37 milliardaires. Selon le même classement, il y a 5 ans, en 2017, ils n'étaient encore que 19, moitié moins !**

Avec la crise, la concurrence entre les capitalistes se tend à l'extrême, se transforme en guerres commerciales, puis en guerres tout court.

Tous les Etats, Belgique comprise, doublent leurs budgets militaires, au détriment des budgets sociaux et des services publics.

L'Ukraine est le terrain d'une guerre des intérêts économiques de grands groupes américains et européens au détriment de la Russie. En plus de milliers de morts, la population ukrainienne se trouve plongée dans le noir et le froid en plein hiver, les dégâts humains et matériels y sont déjà immenses.

Les tensions montent aussi entre pays européens, entre l'Europe et les Etats-Unis, entre les Etats-Unis et la Chine...

Alors, il faut bien se dire que les mêmes patrons et leurs ministres qui sont prêts aujourd'hui à sacrifier nos salaires sur les champs de bataille économiques, n'hésiteront

pas demain à sacrifier nos vies sur les champs de bataille militaires !

Les travailleurs produisent toutes les richesses, ils font tout fonctionner dans la société, les propriétaires de capitaux sont des parasites inutiles. Les travailleurs ne doivent pas se sacrifier pour ce système capitaliste qui mène l'humanité de catastrophe en catastrophe.

Les travailleurs doivent se préparer à renverser cette société capitaliste ! Et cela commence par défendre leur droit de vivre ! Il y a de l'argent pour augmenter les salaires, tous les salaires, pour embaucher les chômeurs, pour payer les pensions. L'argent se trouve dans les coffres forts des grandes fortunes. Et c'est là qu'il faut aller le chercher !

« La semaine des 4 jours » : une escroquerie !

La loi sur « la semaine de 4 jours » est en vigueur depuis début novembre. Sous le prétexte d'améliorer le « bien-être au travail » et « l'équilibre entre vie privée et professionnelle », elle permet d'effectuer en 4 jours une semaine de 38 voire 40 heures de travail. Comme le constatent les employeurs « cette loi acte la fin de la limite de 8 heures maximum par jour et porte la limite légale quotidienne à 10 heures ».

Tout cela est cynique. Les statistiques montrent que les accidents de travail augmentent après 8 heures de travail. Les employés de bureau reçoivent des formations « bien-être » où on leur apprend que rester assis plus de 6 heures par jour « augmente significativement le risque de dizaines de maladies » dont les lésions dorsales, les AVC, les risques cardiaques, l'Alzheimer, etc.

Pour l'instant, la loi interdit à l'employeur qui accepte la semaine des 4 jours d'imposer des heures supplémentaires. Mais avec l'inflation à plus de 10% et 0% d'augmentation de salaire, beaucoup de travailleurs seront contraints de chercher un flexi-job pour le cinquième jour. De plus en plus de travailleurs effectueront des semaines de 50 heures et plus pour vivre plus pauvrement. Seuls les patrons seront gagnants.



Avec plus de 450 000 demandeurs d'emplois, la conciliation entre la vie familiale et professionnelle, c'est le partage du travail entre tous avec des salaires corrects alignés sur la hausse des prix.

Aucune illusion sur la « prime pouvoir d'achat »

Lundi 28 novembre, le gouvernement fédéral a autorisé l'octroi d'une prime « pouvoir d'achat » de 500€ à 750€ aux employés des entreprises « qui font de bons résultats »... si ces patrons veulent bien l'accorder !

En réalité, cette prime est là pour tenter de faire avaler la décision du gouvernement d'empêcher toute augmentation de salaire au-delà de l'indexation pour les deux prochaines années. Du côté des grands patrons, pas de soucis car cette prime est déductible à 100%...

Le rôle des gouvernements est de protéger les intérêts des grands patrons tout en essayant de calmer la colère des travailleurs.

Profits... renouvelables

Elia, le gestionnaire du réseau électrique haute tension, annonce un plan d'investissement pour 10 ans qui pourrait l'amener à doubler ses tarifs. 15,9 milliards d'euros sont ainsi prévus pour le développement de « smart grids » (« réseau intelligent »), censés offrir une infrastructure de transport adaptée pour absorber de nombreux points de production locaux, via des énergies renouvelables.

Ces « smart grids » représentent en réalité un juteux marché pour des groupes comme Vinci, Total Energie, Alfen... à condition que quelqu'un paye, consommateurs, ou État, c'est-à-dire encore les consommateurs, via les impôts.

Comme pour la production d'énergie ou pour la voiture électrique, les choix technologiques sont imposés en toute opacité aux consommateurs pour les plus grands profits des capitalistes.

« Coup de pouce » avec intérêt

La Cour des comptes évalue à 10,2 milliards le coût des aides gouvernementales face à l'explosion du prix de l'énergie.

Cet argent n'a fait que transiter par les particuliers et les entreprises pour atterrir sur les comptes de Engie, qui engrange 2 milliards d'euros de profits supplémentaires sur ses centrales nucléaires. Et ce sont finalement les actionnaires et spéculateurs qui s'en mettront plein les poches.

Or cet argent, l'État finira par le rembourser, alors que les taux d'intérêts sur la dette augmentent. Si on se laisse faire, les impôts que l'on verse serviront donc à payer avec

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Pas de trêve de Noël pour la hausse des prix de l'énergie...

Des nouvelles mesures de sanctions contre les importations de pétrole russe ont été décidées par les USA et l'Europe.

Pour les spéculateurs, c'est Noël en dessous du sapin. Ils anticipent un baril au-dessus de 100 \$ à partir de février. Les prix des carburants et du mazout de chauffage risquent de remonter alors que la température plonge. Et comme les cours du gaz sont indexés sur ceux du pétrole, les factures de chauffage vont exploser... et la colère aussi !

... et pour la nourriture !

La Fevia, la fédération des industries de l'alimentation, prévient que le début de l'année 2023 verra d'importantes augmentations du prix des denrées alimentaires. Les contrats entre l'industrie alimentaire et la grande distribution arrivent à terme, les industriels comptent bien en profiter pour imposer une hausse des prix. En France, où la situation est identique, des industriels annoncent des augmentations de 20% sur de nombreux produits.

Les consommateurs sont pris en otages par la concurrence entre les industriels et la grande distribution, qui se déroule dans l'opacité la plus totale. Il faudrait que la population exerce un contrôle des comptes et des marges de ces entreprises pour empêcher qu'ils continuent à s'en mettre plein les poches sur le dos des clients et de leurs salariés.

BPost : racket au service des actionnaires

Comment faire des profits alors que le volume de vente diminue ? BPost répond : en augmentant les prix de tous les produits. Au 1^{er} janvier, les timbres, les colis, les envois

recommandés et internationaux augmenteront en moyenne de 15%. En six ans, les prix pour le simple particulier et les petits professionnels ont augmenté de 73,5%.

Sam le démagog



Sammy Madhi, le président du CD&V, demande au gouvernement fédéral de limiter les indemnités de chômage à 3 ans, sous prétexte « que les chances de trouver un emploi diminuent après cette période ».

Une étude de l'Onem sur la dégressivité des allocations de chômage décidée en 2012 constate pourtant que cette mesure n'a eu aucun impact sur le retour au travail des chômeurs. Supprimer carrément l'allocation, c'est seulement pousser les chômeurs vers le CPAS.

Ce ne sont pourtant pas les emplois utiles à la population qui manquent, comme dans les crèches en Flandre !

Mais les gouvernements veulent réduire les budgets sociaux pour augmenter les cadeaux au patronat.

Sam le démagog II

Sammy Madhi propose également de rendre les cours de néerlandais obligatoires pour les chômeurs qui ne maîtrisent pas bien cette langue.

Mais pourquoi obliger des sans-emplois âgés à apprendre une langue alors que l'école pourrait donner envie de la parler à tous les enfants dès la maternelle ?

Bien sûr, pour cela, il faut embaucher des enseignants. Madhi préfère sanctionner, cela ne sert à rien, mais cela ne coûte rien non plus.

CPAS bruxellois : toujours en crise

Face au manque d'effectifs et à la surcharge de travail, les travailleurs des CPAS bruxellois avaient fait grève mi-novembre afin de revendiquer des hausses de salaires, un refinancement général et une baisse des heures de travail sans perte de salaire.

Début décembre, la Ville de Bruxelles a voté une hausse du budget 2023 des CPAS de 12,3%, correspondant à peine à l'inflation officielle : il s'agit d'un simple sparadrap. Mais les représentants du patronat en profitent pour s'attaquer aux revendications des travailleurs en clamant « qu'on ne peut plus continuer à dépenser l'argent que l'on n'a pas ». Et pour cause, l'argent a été donné en cadeaux aux grandes entreprises !

France : le ciel moins dangereux que le capitalisme

En France, le gouvernement menace de coupures de courant à partir du mois de janvier. Si les Français ne limitent pas leur consommation, en baissant le chauffage ou en limitant l'utilisation des plaques électriques, l'électricité risque d'être coupée environ deux heures les jours de grand froid. Ces mesures ne concernent pas seulement les logements, mais aussi les téléphones, les écoles, ascenseurs, transports et les feux de signalisation !

Alors qu'Emmanuel Macron met toute la responsabilité sur la population, pour un membre du gouvernement, la France dépend maintenant « du ciel ».

La météo et le comportement des gens n'est pas à l'origine du manque d'électricité. Ce sont les dirigeants français qui ont limité l'entretien et les investissements dans les centrales nucléaires, pour faire plus de

cadeaux aux capitalistes. Résultat: 20 réacteurs sur 56 sont à l'arrêt.

Tant que les capitalistes seront au pouvoir, ce ne sera que chaos, pénuries et restrictions imposées aux travailleurs.

Italie : pluies diluviennes, incurie mortelle

Fin novembre, des pluies torrentielles ont entraîné un gigantesque glissement de terrain ensevelissant huit personnes, d'autres étaient portées disparues, sur l'île d'Ischia, au large de Naples. La catastrophe n'est pas « naturelle ». Certes, le risque est particulièrement élevé du fait du relief et du débit élevé des torrents ; le changement climatique aggrave les problèmes.

Ces risques étaient connus : l'ancien maire du village a même envoyé 23 courriels, restés sans réponse, à toutes les autorités imaginables, pour réclamer l'évacuation des habitants des zones dangereuses, y compris quatre jours avant le drame.

Au fil des ans, des habitants peu fortunés ont construit ces maisons. Elles se sont multipliées avec l'arrivée de nouveaux habitants après le tremblement de terre de 2017. Chassés de logements détruits ou inhabitables, ils se sont retrouvés dans un nouveau piège.

Depuis 2017, un plan « Italie sûre » est censé permettre de réaliser des travaux hydrologiques, mais ils n'avancent pas vraiment. Et surtout ils ne changeront pas les réalités économiques qui poussent les habitants les moins fortunés à s'installer dans des zones dangereuses qui font que, même dans l'un des pays les plus riches de la planète, on peut mourir à cause de la pluie.

Maroc: ras-le-bol

À Rabat, environ 3 000 personnes ont manifesté dimanche 4 décembre contre la vie chère, la répression et la corruption que subissent

quotidiennement les travailleurs marocains. « Le peuple veut la baisse des prix... Le peuple veut faire tomber le despotisme et la corruption » ont scandé les manifestants réunis par le Front social marocain.

Depuis la fin de la période COVID, les prix ont explosé, amenant à une inflation de 7% en seulement un an. Selon une étude du Haut-commissariat au Plan, le pays est revenu au niveau de vulnérabilité et de pauvreté de 2014.

Malgré les difficultés et un régime autoritaire qui n'hésite pas à incarcérer les personnes critiquant le pouvoir, les travailleurs ne se laissent pas abattre.

Iran : la contestation continue



Depuis près de 3 mois, malgré la répression, les humiliations, les condamnations à mort, des milliers d'Iraniennes et d'Iraniens continuent le soulèvement contre le régime des Mollah. Parti du meurtre de Mahsa Amini, la vague de révolte ne retombe pas, au contraire.

Depuis lundi 5 décembre, les travailleurs de cinquante villes se sont lancés dans une grève générale de 3 jours. Ce mouvement de grève est particulièrement fort au Kurdistan où l'opposition au régime est plus structurée. Mais partout cette grève est soutenue: par des affichages clandestins de posters et aussi par des commerçants qui ont fermé leur boutique.

C'est en particulier dans la jeunesse que la révolte s'exprime au plus haut point. Les élèves du secondaire manifestent, retirent des portraits de l'ayatollah et dans les universités où les étudiants se rassemblent et occupent les locaux.

Certains membres du gouvernement tentent de stopper ces manifestations avec des promesses de supprimer la police des mœurs ou de revoir la loi sur le port obligatoire du foulard. Mais certains jeunes et travailleurs en révolte parlent de « révolution iranienne » et c'est tout le régime théocratique qu'ils veulent renverser.

Par leur détermination, les Iraniens nous montrent le chemin des luttes futures.

Japon : militarisation à marche forcée

Après d'autres puissances, le gouvernement du Japon annonce son intention d'augmenter ses dépenses militaires de 56% de 2023 à 2027.

D'un bout à l'autre de la planète, les dirigeants impérialistes s'arment et préparent les esprits à la guerre. Seuls les prolétaires, unis dans leurs intérêts fondamentaux par-delà les frontières, peuvent s'opposer à cette course vers l'abîme.

Guerre : pas d'unanimité derrière Poutine

Les vidéos d'épouses ou de mères russes dont les maris ou les fils ont été envoyés au front dans la guerre en Ukraine se multiplient sur les réseaux sociaux. Selon les autorités russes elles-mêmes, 80 000 des 300 000 mobilisés ont été envoyés dans les zones de combat. Témoignant pour son fils une mère dénonce : « Ils n'ont rien, ils sont seuls, leur commandant a fui. » La guerre en Ukraine est un carnage, pour les soldats russes comme pour les populations ukrainiennes.

Pour l'avenir des deux peuples, le salut ne viendra ni de l'Otan ni de l'armée ukrainienne de Zelensky ou d'une capitulation de Poutine mais des soulèvements des populations et des fraternisations des soldats contre leurs généraux, des deux côtés du front.

intérêts les emprunts du gouvernement pour financer les profits des capitalistes de l'énergie et des spéculateurs.

Manifestation de la police

Après le décès de l'un des leurs tué par un déséquilibré, plus de 10 000 policiers ont manifesté à Bruxelles le 28 novembre, pour demander « plus de respect pour leur métier ». Les organisations syndicales espéraient pouvoir négocier des augmentations de salaires et le maintien du dispositif de fin de carrière qui permet aux policiers de cesser le travail après 37,5 années de carrière.

Bien sûr, le gouvernement refuse. Car les pompiers, les travailleurs de la santé, les cheminots sont aussi tous demandeurs.

Comme lot de consolation, les ministres font des propositions démagogiques sur la « tolérance zéro » en cas d'agression sur les policiers. C'est de la démagogie, car l'explosion de la pauvreté et du désespoir causés par la crise sociale exposera toujours davantage les policiers à la violence, celle qu'ils subissent... ou celle que le gouvernement leur demande d'exercer pour défendre les riches contre les pauvres et les travailleurs qui luttent pour leur existence.

Les gouvernements, complices des capitalistes, se moquent de l'intérêt des policiers comme des besoins de la population en général.

SNCB : Après la grève, retour à « l'anormale »

La grève des cheminots du 29 novembre, celle des conducteurs de train le 30 et 1er décembre, ont paralysé une grande partie du trafic. Même la direction de la SNCB a dit comprendre les revendications des travailleurs réclamant plus de moyens et de personnel !

Le gouvernement n'en a cure, le budget alloué reste largement

insuffisant. Ses discours sur les alternatives à la voiture sont... des discours.

Les voyageurs retrouvent les perturbations « normales » du trafic, les trains annulés, les retards, le manque de places assises, les pannes de chauffage ...

Crise du secteur des crèches en Flandre



Après le décès d'un bébé dans une crèche à Mariakerke, il y a 6 mois, d'autres cas de maltraitance ont été révélés dans les médias flamands. Une commission d'enquête du Parlement flamand a établi une liste de plusieurs centaines d'établissements problématiques dont des dizaines réclament une intervention urgente.

L'Agence flamande Opgroeien (ancienne Kind & Gezin), qui supervise le secteur des crèches, ne dispose pas de suffisamment d'inspecteurs pour effectuer les contrôles et le suivi nécessaire. Son système informatique dépassé est incapable d'identifier un gérant ayant déjà perdu sa licence, et plusieurs d'entre eux ont pu réouvrir sous un autre nom. Ces dernières années, 27 enquêtes judiciaires ont été ouvertes contre des crèches en Flandre, suite à des plaintes de parents.

Le gouvernement flamand, après avoir laissé pourrir la situation, se couvre en réclamant la démission de la directrice de l'Agence Opgroeien. Près d'une dizaine de crèches ont été fermées en urgence le mois dernier, dont les 5 établissements du groupe Moppie en Mappie.

Mais la crise du secteur reste entière. Les bas salaires et la forte pression du travail poussent de nombreuses puéricultrices à quitter le métier. Les normes d'encadrement sont fixées à 9 enfants par puéricultrice, ce qui est beaucoup trop.

Pour financer une augmentation des salaires du secteur, une augmentation des tarifs des crèches, pouvant atteindre 40%, est prévue en 2023, ce qui poussera de nombreuses mères à renoncer à travailler.

Entre le discours du gouvernement N-VA et CD&V, qui prétend « aider ceux qui travaillent », et les faits révélés par cette situation, la distance est abyssale.

Confédéralisme : une tactique pour diviser les travailleurs

Bart De Wever annonce que la N-VA fera du Confédéralisme une condition pour participer au gouvernement après les prochaines élections.

La N-VA, sous prétexte de l'endettement croissant de la Belgique et de la charge des taux d'intérêts qui pourrait atteindre 10 milliards en 2023 dénonce les chômeurs et parle de « remettre les gens au travail » ! Empêcher les licenciements ? Non, surtout pas, l'obsession des dirigeants de la N-VA ne vise pas les patrons, mais uniquement les travailleurs qui ont déjà perdu leur emploi.

La limitation des allocations de chômage dans le temps, de nouvelles attaques contre les pensions ou l'assurance maladie, voilà ce que ces partis au service des patrons veulent obtenir à travers une énième crise communautaire.

De Wever prétend que c'est le PS qui empêche d'avancer sur ce terrain. Une façon habile d'aider le PS à justifier de nouveaux sacrifices aux travailleurs « pour sauver le pays », comme disait Elio Di Rupo.

En réalité, seule leur force collective protège les travailleurs contre le chômage et l'érosion des salaires et des pensions. Et c'est cette force que les partisans de De Wever veulent diviser en opposant travailleurs flamands et francophones, comme ils opposent, du reste, les travailleurs belges aux étrangers.

Alimentation : la crise a bon dos

On nous dit que l'augmentation folle des produits alimentaires serait due à la crise du covid puis de l'énergie. Et, bien non ! Le comparateur de prix Pingprice montre que les grands groupes de distribution en ont profité pour augmenter leurs marges sur les produits maison.

Là où la mayonnaise de marque augmente de 5,9% celle de la gamme propre affiche +30% et +40%. Au cours de l'année écoulée, la hausse moyenne des prix chez Colruyt est par exemple de +5,14%, mais elle est de +13% pour les produits Boni et de +19,9% pour les produits Colruyt. Même chose chez Delhaize et chez Carrefour avec +17,69% sur les produits 365 et +22,19% sur les produits blancs.

Malgré tout le cinéma que les capitalistes de la grande distribution font pour soi-disant « lutter contre la vie chère », ils s'entendent pour maintenir leurs profits au détriment des familles populaires.

Qatar : un paradis pour les capitalistes !



Alors que le foot fait l'actualité des médias, les capitalistes du monde entier poursuivent leur business au Qatar. Le pouvoir émirati fait tout son possible pour les satisfaire en refusant de taxer les bénéfices des investissements étrangers pendant 10 ans.

Parmi ces sociétés, les capitalistes français sont très présents notamment dans l'armement avec une armée qatari équipée à 80% par la France au profit des actionnaires

tels que Thalès ou Dassault. Et les capitalistes belges ne sont pas en reste, avec le groupe belge Besix qui a fait construire deux des huit stades de la coupe.

Au Qatar, c'est donc avec le soutien des puissances impérialistes que le luxe s'appuie sur une exploitation des travailleurs immigrés, dont des milliers sont morts au travail. Mais à la source de ces richesses se trouve un prolétariat d'environ deux millions de travailleurs venant du monde entier qui constitue une véritable force pour renverser ce système pourrissant.

Contestation de l'Etat chinois

Lors des nombreuses manifestations populaires contre les mesures de confinement imposées par la bureaucratie de l'Etat chinois, certains manifestants ont pris à partie des policiers et des officiels. A ces derniers qui prétendaient que ces manifestations étaient sous influence étrangère, des manifestants répondaient de manière ironique : « quelle influence étrangère, celle de Marx ou d'Engels ? ».

Plus qu'en Occident, de nombreux chinois savent bien que le parti communiste chinois n'a de communiste que le nom. Il compte parmi ses membres des centaines de milliardaires pendant que des centaines de millions de travailleurs restent pauvres et exploités. Ces bureaucrates et capitalistes milliardaires imposent leur dictature sur toute la population.

Lorsque les travailleurs chinois manifestent pour leurs intérêts, ce sont eux qui portent les idéaux communistes. Vive leur lutte !

Ouvrez les frontières !

L'Organisation internationale pour les migrations des Nations-Unies estime que 16 000 personnes sont mortes en tentant de rejoindre l'Europe depuis 2014, soit une victime toutes les quatre heures.

Les politiques inhumaines des gouvernements européens visant à

repousser les migrants n'y changent rien, des millions sont prêts à risquer leur vie pour fuir les guerres et la misère.

Le pillage des ressources naturelles de ces pays par la Belgique, la France, l'Angleterre et bien d'autres pays capitalistes les a rendus pauvres. Et les ventes d'armes aux dictateurs et seigneurs de guerre permettent aux capitales occidentales d'entretenir des affrontements meurtriers.

Ces migrants font partie comme nous de la classe des travailleurs. En plus d'être inhumaine, cette chasse aux clandestins permet à des patrons de les exploiter encore plus. L'intérêt de tous les travailleurs, c'est de les régulariser pour empêcher que les patrons nous mettent en concurrence. Car malgré les risques mortels, les migrations continueront tant que le capitalisme détruira leurs pays.

Tous à la manifestation du 16 décembre !

Les syndicats appellent à une manifestation nationale le 16 décembre. Même si une manifestation ne suffira pas pour faire reculer le patronat et le gouvernement, c'est l'occasion de montrer que nous sommes nombreux à ne pas être d'accord avec de nouveaux sacrifices sur les salaires, les conditions de travail et les pensions, pas d'accord avec l'orientation que prend le monde sous la direction du capitalisme.

Saisissons l'occasion de cette manifestation pour préparer la vraie lutte qui est devant nous.

**Suivez-nous
sur Facebook :**

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !